

LES NOUVELLES LIASONS PÉTROLIÈRES



**WASHINGTON
CARACAS**

Axël BECKRICH
Corentin LOUCHART

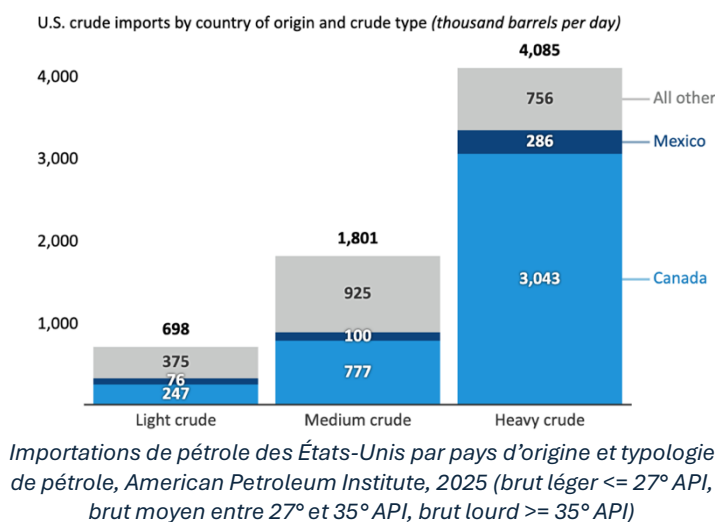


Sommaire

<i>Partie 1 : L'atout stratégique du pétrole extra-lourd ou pourquoi les États-Unis ne peuvent pas ignorer le Venezuela</i>	<i>3</i>
Le pétrole vénézuélien, à la fois atout et malédiction	4
Le dollar, le pétrole et la fabrique d'une puissance monétaire	7
Le Venezuela, laboratoire des fragilités du pétrodollar	8
<i>Partie 2 : Le dilemme des majors pétrolières américaines sur l'investissement au Venezuela</i>	<i>10</i>
Le cadeau empoisonné de Trump aux majors	10
L'exception Chevron	11
Un pétrole bon marché, une incitation faible à investir	12
Le carcan des sanctions internationales	13
<i>Partie 3 : Enjeux autour de la dette structurelle vénézuélienne et conséquences géoéconomiques sur les partenariats avec la Chine.</i>	<i>16</i>
La flotte fantôme : fin d'un modèle de contournement des sanctions	17
Une dette de 150 milliards, dont une part stratégique chinoise	17
Un pétrole de trop ? Le risque d'abondance sur un marché en mutation	20
<i>Quel avenir pour le pétrole vénézuélien ?</i>	<i>22</i>

Partie 1 : L'atout stratégique du pétrole extra-lourd ou pourquoi les États-Unis ne peuvent pas ignorer le Venezuela

« Ce qui est bon pour General Motors est bon pour les États-Unis, et réciproquement », proclamait en 1953 Charles Wilson, alors qu'il passait de son fauteuil de PDG à celui de secrétaire à la Défense. Aujourd'hui, les récents événements au Venezuela tendent à rappeler que ce qui est bon pour le pétrole étatsunien, ses *majors*, ses approvisionnements, ses prix, est présenté comme bon pour les États-Unis tout entiers. Derrière la spectaculaire capture de Nicolás Maduro par les forces américaines le 3 janvier dernier¹, il n'y a pas seulement une démonstration de puissance ou un changement de régime. Se dessine une logique économique, celle d'une économie dont la production pétrolière est en grande partie basée sur un certain type de pétrole, dont elle cherche à maîtriser et sécuriser l'accès par d'autres moyens.



Les États-Unis sont les premiers producteurs pétroliers mondiaux². Le boom du pétrole de schiste, rendu possible par le recours massif au *fracking* (fracturation hydraulique), a transformé le pays en géant énergétique depuis les années 2010. En ouvrant des microfissures dans des roches peu perméables, cette technique a permis de récupérer des hydrocarbures auparavant inaccessibles et de faire exploser la production nationale pour atteindre

une production d'environ 23 millions de barils quotidiens en 2024³. Pourtant, les États-Unis continuent d'importer environ 8 millions de barils par jour, dont près de 70 % en pétrole lourd⁴. Si le pays est autosuffisant en volume global, il ne l'est pas pour autant lorsqu'il s'agit de cette typologie de pétrole.

¹ Curtis, J. (6 janvier 2026). The US capture of Nicolás Maduro - House of Commons Library. House of Commons Library. <https://commonslibrary.parliament.uk/research-briefings/cbp-10452/>

² Frequently asked questions (FAQs) - U.S. Energy Information Administration (EIA). <https://www.eia.gov/tools/faqs/faq.php?id=709&t=6>

³ Oreate. (27 janvier 2026). The Unseen Giants: Who's really pumping out the world's oil? <https://www.oreateai.com/blog/the-unseen-giants-whos-really-pumping-out-the-worlds-oil/fl1ba34232634a193228d45c08d4ec29>

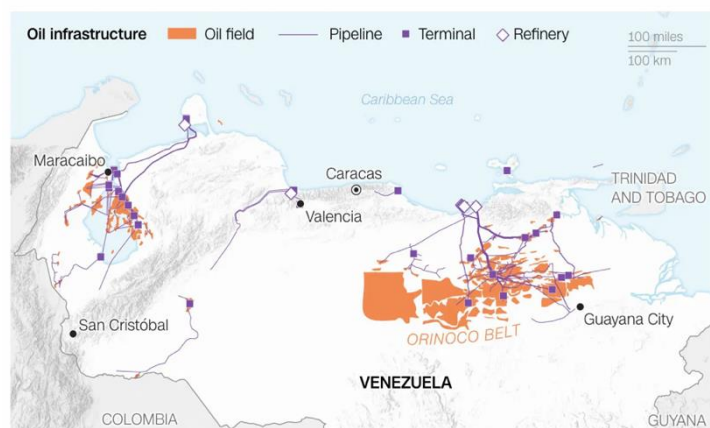
⁴ American Petroleum Institute. The U.S. primarily imports heavy crude oils from Canada and Mexico. <https://www.api.org/energy-insights/charts-analysis/us-primarily-imports-heavy-crude-oils>

Le pétrole américain issu du schiste est majoritairement léger (*shale oil*). Le pays dispose d'environ 130 raffineries⁵. Or, depuis les années 1990, une large partie du parc de raffinage américain a fait l'objet d'investissements importants pour traiter des bruts lourds et acides, en particulier sur la côte du Golfe, au Texas et en Louisiane⁶. Ces raffineries sont dotées d'unités de cokéfaction (*cokers*) qui permettent de casser les longues chaînes d'hydrocarbures du brut lourd afin de produire de l'essence, du diesel, du kérosène et des résidus bitumineux très utiles pour l'industrie de l'asphalte. Ce paradoxe est notable. D'un côté, une production dominée par le *shale* léger, et de l'autre, des raffineries conçues pour traiter du pétrole lourd. Ce paradoxe est pour autant rationnel dans la réalité. Les États-Unis exportent une grande part de leur production domestique et importent de quoi faire travailler leurs raffineries. Ainsi, sur les 8,33 millions de barils de pétrole importés quotidiennement, une large majorité correspond à du brut lourd, dont 61 % provient du Canada (3 millions de barils quotidiens en 2024⁷) et son *Western Canadian Select* (WCS) (19°-22° API). En effet, ce dernier, également doté d'un pétrole lourd et bitumeux, a largement remplacé les importations vénézuéliennes, interrompues depuis la mise en place des sanctions américaines. Cette substitution n'efface toutefois pas la singularité du brut vénézuélien, dont la nature même explique à la fois son intérêt stratégique pour les États-Unis et les contraintes techniques qu'il impose.

Le pétrole vénézuélien, à la fois atout et malédiction

Venezuela's oil infrastructure

The country has the largest proven crude oil reserves in the world. Here's a look at the key infrastructure:



Infrastructure pétrolière vénézuélienne, CERA Upstream Solutions, CNN, 2025

Selon son gouvernement, le Venezuela possède officiellement les plus importantes réserves de pétrole prouvées au monde, soit 303 milliards de barils en 2024⁸. En théorie, le pays est un *eldorado* pétrolier. En pratique, une grande partie de ce pétrole, situé dans la ceinture de l'Orénoque, est lourd voire extra-lourd. Cette typologie ne ressemble pas au pétrole conventionnel. En effet, il s'agit d'une matière extrêmement

⁵ Frequently asked questions (FAQs) - U.S. Energy Information Administration (EIA). <https://www.eia.gov/tools/faqs/faq.php?id=29&t=6>

⁶ McGurty, J. (21 janvier 2026). US Gulf Coast refiners seen benefiting from increased use of heavy Venezuelan crude. S&P Global Energy. <https://www.spglobal.com/energy/en/news-research/latest-news/crude-oil/012126-us-gulf-coast-refiners-seen-benefiting-from-increased-use-of-heavy-venezuelan-crude>

⁷ Soltani, E. (2 février 2025). Canada supplied 61% of U.S. crude oil imports in 2024, reaching a record 4.0 MB/D. Voronoi. <https://www.voronoiiapp.com/energy/-Canada-Supplied-61-of-US-Crude-Oil-Imports-in-2024-Reaching-a-Record-40-MbD-3898>

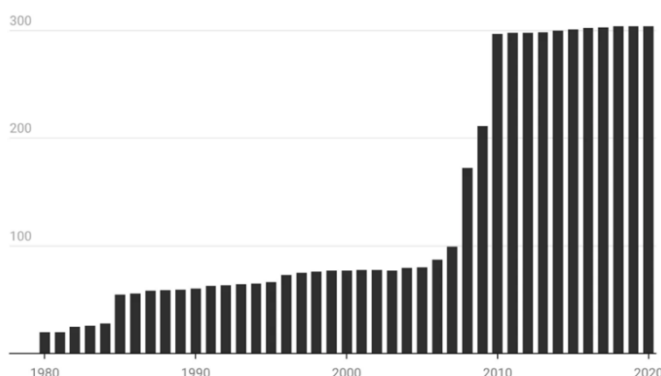
⁸ Venezuela: The oil trade, and who stands to Benefit (13 janvier 2026) | S&P Global ratings. <https://www.spglobal.com/ratings/en/regulatory/article/venezuela-the-oil-trade-and-who-stands-to-benefit-s101664836>

visqueuse, semblable à la texture du miel ou du goudron, difficile à faire circuler et à traiter. Son degré API, autrement dit la mesure de sa légèreté, se situe entre 8 et 12 degrés API⁹. Plus un pétrole brut est léger, plus sa densité est faible et plus son indice API est ainsi élevé. À titre de comparaison, l'eau se situe autour de 10° API, alors que le pétrole léger se situe aux environs de 35°, voire 40° API selon les régions. Pour l'extraire, il faut d'abord fluidifier le brut en chauffant le sous-sol, en acheminant du gaz pour alimenter des brûleurs, ou en recourant à de la vapeur injectée dans les réservoirs. Ce bitume doit ensuite être transformé en brut léger dans des installations spécialisées appelées *upgraders*, à l'image des unités utilisées au Canada pour les sables bitumineux. Cette technologie représente un investissement considérable. Le Venezuela dispose aujourd'hui de 4 *upgraders*¹⁰ construits dans les années 1990 dans le cadre de partenariats avec *PDVSA* (Petróleos de Venezuela, S.A), l'entreprise pétrolière nationale du pays. L'*upgrader Sincor* par exemple, fruit d'un partenariat entre *Total*, *PDVSA* et *Statoil*, était capable de transformer du pétrole extra-lourd (en moyenne 8° API) en un pétrole très léger, et prisé, le *Zuata Sweet* (32° API¹¹). Lorsque Chávez arrive au pouvoir, il impose en 2007 une loi prévoyant que *PDVSA* détienne systématiquement la majorité dans toutes les co-entreprises¹².

En résumé, tout cela est extrêmement coûteux. C'est aussi pour cela que ce type de pétrole se négocie avec une décote (environ 10 dollars le baril) par rapport à d'autres bruts comme le *West Texas Intermediate* (WTI) ou le *Brent* en Europe. Pour les États-Unis, l'intérêt pour le brut vénézuélien n'est donc pas tant lié à sa quantité, mais plutôt à sa qualité particulière. Les raffineries américaines dépendent des importations en matières premières pour optimiser leur

Réserves prouvées de pétrole annoncées par le Venezuela

En milliards de barils.



Réserves prouvées de pétrole annoncées par le Venezuela, Le Grand Continent, BP Energy Review, 2025

production et maximiser leurs profits. Les capacités des raffineries du *Midwest* et de la côte du Golfe, faites pour traiter du pétrole moyen à lourd, seraient sous-utilisées si elles choisissaient de ne traiter que du pétrole léger. Les unités de cokéfaction ont besoin de résidus lourds pour transformer les produits intermédiaires lourds et de faible valeur

⁹ Shidler, L. (20 janvier 2026). Venezuela's prized Extra-Heavy crude oil is thick with potential and pitfalls. RBN Energy. <https://rbnenergy.com/daily-posts/blog/venezuelas-prized-extra-heavy-crude-oil-thick-potential-and-pitfalls>

¹⁰ Sanicola, L. (6 janvier 2026). How much oil does Venezuela really have? For Chevron, the truth matters. Barrons. <https://www.barrons.com/articles/chevron-stock-price-venezuela-oil-trouble-60d3e024>

¹¹ Energy Analytics Institute (EAI). (28 novembre 2025). Venezuela's 'Black Gold': the Petrocedeno (formerly Sincor) upgrader. <https://energy-analytics-institute.org/2025/06/12/venezuelas-black-gold-the-petrocedeno-formerly-sincor-upgrader/>

¹² Wall, B. (10 janvier 2026). How one oil company got a head start in Venezuela. Energy News. <https://energynow.com/2026/01/how-one-oil-company-got-a-head-start-in-venezuela/>

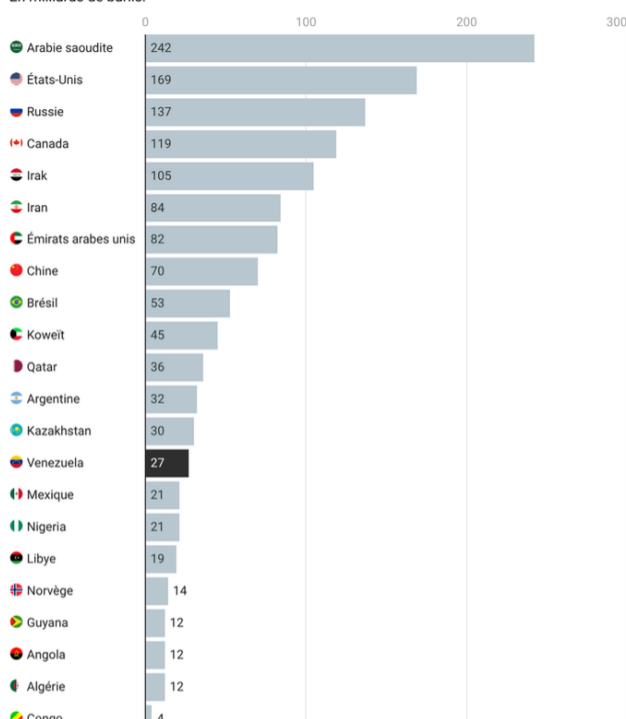
en naphthas et distillats de haute valeur¹³. Autrement, les unités tournent en sous-régime et les rendements sont maigres¹⁴.

Même en admettant que le Venezuela dispose de réserves pétrolières considérables, leur volume réel est probablement fortement surévalué. Les chiffres officiels reposent uniquement sur les déclarations du gouvernement et de l'OPEP (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole) et n'ont jamais été vérifiés par des audits indépendants.

En effet, les réserves prouvées vénézuéliennes auraient triplé entre 2007 et 2010, passant de 99 à 296 milliards de barils. Cette « hausse » résulte moins de nouvelles découvertes que de la décision de Chávez de reclasser comme « prouvées » les réserves de l'Orénoque, ce qui revient à affirmer qu'elles seraient exploitables sur les plans économique et technique. Plus largement, les statistiques officielles de réserves pétrolières sont réputées peu fiables. C'est d'ailleurs pour cette raison que *British Petroleum* (BP) a cessé, à partir de 2020, de les intégrer dans son panorama annuel des énergies, pourtant largement utilisé comme référence. Si l'on se tourne vers l'estimation alternative de *Rystad Energy*, cabinet de conseil norvégien, les réserves exploitables du Venezuela seraient en réalité dix fois inférieures au chiffre officiel.¹⁵

Réserves exploitables de pétrole, par pays

En milliards de barils.



Estimation des réserves exploitables de pétrole par pays (champs existants, découvertes futures et risques sur les champs non découverts, Le Grand Continent, Rystad Energy, 2025)

Dans son scénario qui agrège à la fois les champs déjà en production, les ressources issues de découvertes antérieures et les ressources prospectives à haut risque dans des zones encore non explorées, *Rystad* estime que le pays ne disposerait que d'environ 27 milliards de barils exploitables. Ce volume se situe très en dessous de celui de l'Arabie saoudite (242 milliards de barils), de la Russie (137 milliards de barils) ou encore des États-Unis (169 milliards de barils).

Au-delà de l'approvisionnement physique, le conflit étatsunien avec le Venezuela est également devenu un enjeu monétaire. La véritable force des États-Unis, rappellent plusieurs analystes, ne repose pas seulement sur leur puissance militaire, mais sur leur

¹³ Marketability Explained — Matching the right crude to the right refinery | Oil Sands Magazine. (18 septembre 2025). Oil Sands Magazine. <https://www.oilsandsmagazine.com/technical/marketability-explained-matching-crude-to-refinery-complexity>

¹⁴ U.S. crude oil production increases: imports remain strong to support refinery operations (25 février 2020) - U.S. Energy Information Administration (EIA). <https://www.eia.gov/todayinenergy/detail.php?id=42936>

¹⁵ Duval, G. (8 janvier 2026). Le Venezuela a-t-il vraiment 300 milliards de barils de pétrole ? Le Grand Continent. <https://legrandcontinent.eu/fr/2026/01/08/le-venezuela-a-t-il-reellement-300-milliards-de-barils-de-petrole-en-reserve/>

devise, le dollar. Le système du pétrodollar permet à Washington d'emprunter à bas coût, de financer son armée, d'exporter son inflation et de transformer la finance en arme politique (via les sanctions, les gels d'avoirs ou les exclusions de différents systèmes bancaires). Tant que le pétrole se négocie majoritairement en dollars, la demande mondiale pour la devise américaine restera élevée et soutiendra son statut de monnaie de réserve. Mais si une part croissante du pétrole se négocie en yuans, en euros, en roubles ou en cryptomonnaies¹⁶, ce système se fragilisera.

Le dollar, le pétrole et la fabrique d'une puissance monétaire

La place centrale du pétrole dans la stratégie américaine ne peut être dissociée du rôle international du dollar. Contrairement à une lecture strictement énergétique, la puissance des États-Unis repose d'abord sur une architecture monétaire et financière construite depuis les années 1970, dont le pétrole constitue l'un des piliers structurants.

Après la fin de la convertibilité du dollar en or en 1971, consécutive à l'épuisement du système de Bretton Woods, Washington se retrouve confronté à un risque majeur, celui de voir sa monnaie perdre en crédibilité. La réponse américaine ne passe pas par un retour à un étalon matériel, mais par l'adossement du dollar à une ressource indispensable à toutes les économies industrielles : le pétrole. À partir de 1974, des accords bilatéraux sont conclus avec l'Arabie saoudite, puis progressivement étendus à l'ensemble de l'OPEP¹⁷. En échange d'une protection militaire et d'un accès privilégié aux armements américains, Riyad accepte de libeller ses ventes de pétrole exclusivement en dollars et de recycler ses excédents financiers dans la dette et les marchés américains. Le pétrodollar est né.

Ce mécanisme transforme profondément l'économie mondiale. Pour importer du pétrole, les États doivent se procurer du dollar, et pour les exporter, ils accumulent des réserves qu'ils replacent majoritairement en bons du Trésor américain. Cette boucle crée une demande structurelle pour la devise américaine, permettant aux États-Unis de financer durablement leur déficit à faible coût et d'absorber une partie de leur inflation à l'échelle mondiale. Comme le rappelle l'analyse relayée par *La Relève et la Peste*¹⁸, la puissance du dollar repose moins sur la solidité de l'économie réelle américaine que sur son usage international massif, en particulier dans les échanges de matières premières énergétiques.

Les conséquences géopolitiques sont majeures. Tant que le pétrole se négocie majoritairement en dollars, Washington dispose d'un levier coercitif unique : le contrôle des circuits financiers, logistiques et des systèmes de paiement. Les sanctions extraterritoriales, le gel des avoirs ou l'exclusion de certains acteurs du système financier international deviennent des outils centraux

¹⁶ Why America couldn't afford to lose Venezuela ? - Chiragmakani. YouTube.

<https://www.youtube.com/shorts/o1GlgVt4w9Y>

¹⁷ Framont, N. (12 janvier 2026). *Dette et pétrodollars : les vraies raisons de la capture de Maduro*. Frustration Magazine. <https://frustrationmagazine.fr/petrole-maduro>

¹⁸ La Relève et la Peste. (6 janvier 2026). *En s'emparant des plus grandes ressources de pétrole au monde, Trump veut rétablir la puissance du pétrodollar*. <https://lareleveetlapeste.fr/en-semperant-des-plus-grandes-ressources-de-petrole-au-monde-trump-veut-retablir-la-puissance-du-petrodollar/>

de la politique étrangère américaine. Inversement, toute tentative de contourner le dollar dans le commerce pétrolier est perçue comme une menace systémique.

C'est dans ce cadre qu'il faut replacer les initiatives de dédollarisation observées depuis les années 2000. L'Irak de Saddam Hussein, la Libye de Kadhafi, l'Iran, puis plus récemment la Russie et certains pays d'Amérique latine, ont cherché à vendre leur pétrole sans utiliser le dollar. Ils ont donc choisi de fragmenter leurs exportations en euros, en monnaies locales et via des accords bilatéraux¹⁹. Le Venezuela s'inscrit pleinement dans cette trajectoire. Sous Chávez puis Maduro, Caracas a multiplié les partenariats énergétiques avec la Chine, la Russie et l'Iran, a mis en place des mécanismes de remboursement de dettes en barils, et a tenté de fixer ses prix en dehors du dollar, avec des outils alternatifs comme la cryptomonnaie « Petro ».

Le Venezuela, laboratoire des fragilités du pétrodollar

Dans cette perspective, le pétrole vénézuélien ne constitue pas seulement un enjeu d'approvisionnement ou de prix. Il représente une masse significative de flux énergétiques potentiels ayant partiellement échappé à l'orbite du pétrodollar. En reprenant le contrôle politique et financier de ces flux, Washington ne cherche pas uniquement à sécuriser du brut lourd pour ses raffineries. Cela vise aussi à refermer une brèche monétaire. La redollarisation des exportations vénézuéliennes permettrait de réintégrer ces volumes dans un système où les transactions, les assurances, les règlements et les revenus restent sous surveillance américaine, tout en limitant les espaces d'expérimentation monétaire de puissances concurrentes comme la Chine.

En ce sens, le Venezuela apparaît moins comme une anomalie énergétique que comme un révélateur : celui d'un ordre monétaire international fragilisé, où le contrôle du pétrole reste indissociable du contrôle du dollar, et où toute remise en cause de cet équilibre tend à être traitée comme un enjeu stratégique majeur, bien au-delà de Caracas.

Dans ce cadre, les flux vénézuéliens apparaissent d'autant plus sensibles qu'ils ont déjà commencé à s'extraire de cette orbite. Confronté aux sanctions américaines, le Venezuela vendait son pétrole dans d'autres devises. En 2025, 75 à 80 % du pétrole vénézuélien aurait été exporté vers la Chine²⁰. En parallèle, la Russie et l'Iran ont également développé des circuits de contournement du dollar pour leurs exportations énergétiques.

L'économie américaine reste profondément dépendante du pétrole et du gaz. En 2023, environ 11 millions d'emplois²¹ étaient liés, directement ou indirectement, au secteur de l'exploration

¹⁹ Framont, N. (12 janvier 2026). *Dettes et pétrodollars : les vraies raisons de la capture de Maduro*. Frustration Magazine. <https://frustrationmagazine.fr/petrole-maduro>

²⁰ The Wall Street Journal. (21 janvier 2026). How the U.S. Crackdown Is Strangling Venezuela's Dark Fleet | WSJ [Video]. YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=WJSJOiYzHRM>

²¹ Vitali, G. (26 mai 2023). Domestic natural gas, oil industry supporting '11 million careers,' Trillion-Plus in revenue, says API. Natural Gas Intelligence. <https://naturalgasintel.com/news/domestic-natural-gas-oil-industry-supporting-11-million-careers-trillion-plus-in-revenue-says-api/>

jusqu'à la distribution en passant par la production et le raffinage. À cela s'ajoute l'impact sur les prix de l'essence, élément politiquement sensible pour l'électorat américain. Les raffineries de la côte du Golfe du Mexique : Port Arthur (*Motiva*), Galveston Bay (*Marathon Petroleum*), ou encore celle de Bâton Rouge (*ExxonMobil*)²², sont conçues pour traiter du lourd. Bien qu'elles soient capables d'intégrer des mélanges plus légers, elles dépendent d'un approvisionnement stable en brut lourd pour fonctionner à pleine capacité et dégager des marges.

Dans ce contexte, Donald Trump présente la reprise en main du pétrole vénézuélien comme une opération « gagnant-gagnant » avec une baisse du prix du gallon d'essence, annoncée « *autour de 2,30 dollars en moyenne, voire moins de 2 dollars dans d'autres États* »²³. Or, selon Francis Perrin, chercheur à l'IRIS, l'impact du Venezuela sur les prix mondiaux reste limité²⁴. Sa production actuelle avoisine les 700 000 à 800 000 barils par jour, soit une part marginale d'un marché mondial proche de 100 millions de barils quotidiens. Le Ministre saoudien des Finances estime lui-même qu'un retour du pétrole vénézuélien n'aurait « *pas d'impact majeur sur l'équilibre du marché du pétrole* »²⁵.

De son côté, l'Agence Internationale de l'Energie (IEA) souligne que toute remontée significative de la production nécessiterait des investissements lourds et plusieurs années, limitant tout effet immédiat sur le prix du gallon d'essence. L'agence souligne également qu'après des années de sous-investissement et d'infrastructures « *délabrées et obsolètes* », une hausse sensible de la production pétrolière vénézuélienne « *prendra du temps* » et n'aura que des effets « *très limités à court terme* », ce qui exclut d'autant plus un impact rapide sur les prix de l'essence²⁶.

Les États-Unis savent qu'ils ne pourront pas extraire immédiatement à plein régime le pétrole vénézuélien. Les experts américains eux aussi estiment qu'il faudrait « *des années, voire une décennie* »²⁷, pour remonter la production à des niveaux significatifs. Mais l'intérêt stratégique se joue à un horizon plus lointain.

²² Watkins, O. B. O. A. (29 décembre 2025). Top 10 largest oil refineries in the US. <https://abrahamwatkins.com/blog/2025/11/largest-oil-refineries-in-the-us/>

²³ Donald Trump : «Nous allons aider le Venezuela» - CNews. <https://www.dailymotion.com/video/x9y7rj6>

²⁴ Perrin, F. (19 janvier 2026). Venezuelan oil: The stakes of the Trump Operation - IRIS. <https://www.iris-france.org/en/venezuelan-oil-the-stakes-of-the-trump-operation/>

²⁵ Le Figaro (23 janvier 2026). Pas «d'impact majeur» du Venezuela sur le marché pétrolier, selon un ministre saoudien. <https://www.lefigaro.fr/flash-eco/pas-d-impact-majeur-du-venezuela-sur-le-marche-petrolier-selon-un-ministre-saoudien-20260123>

²⁶ Reuters. (13 janvier 2026). Ramping oil production in Venezuela will yield limited short-term gains, IEA says. <https://www.reuters.com/business/energy/ramping-oil-production-venezuela-will-yield-limited-short-term-gains-ica-says-2026-01-13/>

²⁷ Cunningham, M. (6 janvier 2026). Venezuela oil industry too shaky for U.S. companies to rush to re-enter, experts say. CBS News. <https://www.cbsnews.com/news/venezuela-oil-maduro-chevron-exxon-mobil-conocophillips/>

À court-terme cependant, les raffineries qui auront accès à un flux stable de pétrole extra-lourd vénézuélien pourront optimiser leurs rendements en réduisant leurs coûts d'approvisionnement et améliorer leurs marges. Les acteurs logistiques des réseaux de pipelines comme *Kinder Morgan*, le Canadien *Enbridge* ou encore *Plains* et *Sunoco*, profiteront des nouveaux volumes²⁸. Les sociétés expertes de la cokéfaction et de l'injection de vapeur, capables de transformer du lourd en léger comme *SLB* (Schlumberger) ou *Halliburton*, retrouveront sûrement un terrain de jeu favorable.

Derrière l'enlèvement de Maduro se dessine donc une bataille pour le contrôle des flux pétroliers, mais aussi pour la survie du pétrodollar. Avec le basculement du Venezuela dans l'orbite américaine, les États-Unis représenteraient désormais une part très importante de l'approvisionnement mondial de brut (40 %)²⁹. Reste à savoir si les entreprises pétrolières américaines, elles, sont prêtes à suivre ce pari.

Partie 2 : Le dilemme des *majors* pétrolières américaines sur l'investissement au Venezuela

Le cadeau empoisonné de Trump aux *majors*

Théoriquement, le Venezuela post-Maduro pourrait ressembler à une opportunité importante pour les *majors* pétrolières américaines : des ressources théoriquement immenses, un président américain déterminé à ouvrir la voie, un accès privilégié promis aux sociétés américaines, la perspective d'un prix stable pour minimiser les incertitudes liées à la volatilité des prix, tout en affaiblissant les rivaux géopolitiques.

Pourtant, la réaction des grandes compagnies reste, au mieux, tiède. Les PDG et les actionnaires se montrent prudents, voire sceptiques, face à ce marché qualifié dans son état actuel de « *largement invendable* »³⁰, selon Darren Woods, le PDG d'*ExxonMobil* lui-même. Les raisons tiennent autant à l'instabilité politique et sécuritaire du pays qu'à l'état dégradé de ses infrastructures. Une analyse satellite réalisée par la société de renseignement *Kayrros* a révélé des signes de vétusté avancés dans les infrastructures du pays, comme des réservoirs corrodés ainsi que l'existence de modes de stockage qualifiés « *d'inhabituels* »³¹. Au cours des dernières

²⁸ BFM Business. (6 janvier 2026). Venezuela : “Le pétrole n’a jamais été aussi stratégique pour les États-Unis !” (Félix Baron) [Video]. <https://www.youtube.com/watch?v=gXzRY8rdbeI>

²⁹ Why America couldn't afford to lose Venezuela? - Chiragmakani. YouTube. <https://www.youtube.com/shorts/o1GlgVt4w9Y>

³⁰ Pattnaik, B. (10 janvier 2026). Exxon labels Venezuela “Uninvestable” without major reforms. Yahoo Finance. <https://finance.yahoo.com/news/exxon-labels-venezuela-uninvestable-without-191146911.html>

³¹ Duval, G. (8 janvier 2026). Le Venezuela a-t-il vraiment 300 milliards de barils de pétrole ? Le Grand Continent. <https://legrandcontinent.eu/fr/2026/01/08/le-venezuela-a-t-il-reellement-300-milliards-de-barils-de-petrole-en-reserve/>

années, des défaillances en matière de maintenance, provoquées par un sous-investissement chronique, ont causé des incendies et des explosions.

L'exception Chevron

Parmi les *majors* américaines, Chevron occupe cependant une place à part. C'est la seule grande entreprise américaine qui a maintenu une présence continue et significative au Venezuela, alors que d'autres comme *ExxonMobil* ou *ConocoPhillips* ont quitté le pays au milieu des années 2000 après les nationalisations opérées sous Chávez. Lorsque ce dernier arrive au pouvoir en 1998 et qu'il nationalise la production pétrolière, *Exxon* et *Conoco* refusent ces conditions et se retirent. Encore aujourd'hui ils revendiquent en arbitrage respectivement 1,6 milliard³² et 8,7 milliards³³ de dollars de compensation. Le 23 janvier dernier, un tribunal d'arbitrage a rejeté la demande du Venezuela d'annuler cette sentence en faveur de *Conoco*³⁴.

Chevron, au contraire, accepte la nouvelle donne, en partie grâce à l'influence d'Ali Moshiri, son responsable régional pour l'Amérique latine de l'époque, qui développe une relation étroite avec le pouvoir chaviste³⁵. *Chevron* accepte de devenir minoritaire dans les *joint-ventures* avec *PDVSA*, tout en gardant une participation dans les projets pétroliers du pays. Cette proximité politique permet à *Chevron* de sécuriser ses actifs et de devenir progressivement l'acteur étranger central du secteur pétrolier vénézuélien³⁶.

En 2025, *Chevron* représente environ 25 % de la production pétrolière vénézuélienne et bénéficie d'une licence américaine spécifique lui permettant de poursuivre ses activités malgré le régime de sanctions³⁷. La société produit environ 150 000 barils par jour, et sert de « *canal officiel* » pour l'injection de dollars dans l'économie vénézuélienne et contribue à ralentir l'hyperinflation qui frappe le pays.

Un système pétrolier fragilisé face à un coût de relance conséquent

Durant les années Chávez, la nationalisation de *PDVSA* n'a pas entraîné les investissements escomptés. Cela se répercute sur les infrastructures dont l'état a précédemment été décrit. Par exemple, les *upgraders*, mentionnés plus haut, sont fortement détériorés et un seul est encore

³² Libération. (9 octobre 2014). Le Venezuela condamné à payer 1,6 milliard de dollars à Exxon. https://www.liberation.fr/planete/2014/10/09/le-venezuela-condamne-a-payer-16-milliards-de-dollars-a-exxon_1118623/

³³ L'Agefi. (11 mars 2019). Le Venezuela doit verser 8,7 milliards à ConocoPhillips. <https://www.agefi.fr/news/entreprises/le-venezuela-doit-verser-8-7-milliards-a-conocophillips>

³⁴ Le tribunal d'arbitrage rejette la demande du Venezuela d'annuler la sentence de Conoco. (23 janvier 2026) ISDS Platform. <https://isds.bilaterals.org/?le-tribunal-d-arbitrage-rejette-la&lang=en>

³⁵ Foreign Policy Association. (6 septembre 2024). Venezuela and Chevron - a love story - Foreign Policy Association. <https://fpa.org/venezuela-and-chevron-a-love-story/>

³⁶ Bloomberg Originals. (9 janvier 2026). Why one oil company has a head start in Venezuela [Video]. <https://www.youtube.com/watch?v=tuHUZjw8o>

³⁷ Commanay, L. (10 janvier 2026). Which U.S. oil companies have interests in Venezuela? The Japan Times. <https://www.japantimes.co.jp/business/2026/01/09/companies/us-oil-companies-venezuela/>

en fonctionnement³⁸. Les raffineries vénézuéliennes, elles, tournent à moins de 20 % de leurs capacités. Les pipelines ont parfois plus de 50 ans et sont fortement corrodés, et un tiers des capacités de stockage sont inutilisables. Le réseau électrique national est fragile, sujet à des coupures fréquentes et la main-d'œuvre qualifiée a massivement émigré durant la crise³⁹.

Investir dans cette industrie au Venezuela est donc d'une complexité importante et impose, au vu de la quantité des investissements, une réelle stabilité politique et la signature de contrats approuvés par le Parlement vénézuélien. Les estimations des besoins d'investissement pour restaurer le secteur pétrolier vénézuélien sont vertigineuses. Toujours selon des analyses relayées par *Rystad Energy*, il faudrait au moins 53 milliards de dollars sur 15 ans pour stabiliser la production autour de 1,1 million de barils par jour. Le cabinet va même plus loin. Il estime les coûts de restauration jusqu'à 183 milliards de dollars pour revenir vers les niveaux records des années 1970 (plus de 3 millions de barils quotidiens)⁴⁰. En plus de l'aspect financier, peuvent s'ajouter à cela l'importation de compétences et d'une vraie culture de la sécurité.

Dans ce contexte, imaginer un redémarrage rapide est illusoire. Doug Leggate, Directeur général chez *Wolfe Research*, le dit sans détour : « *L'idée d'une reprise du secteur pétrolier vénézuélien du jour au lendemain est tout simplement irréaliste. C'est beaucoup trop prématuré* »⁴¹.

Un pétrole bon marché, une incitation faible à investir

L'état actuel du prix du pétrole accentue le dilemme. En 2025, les prix du brut ont chuté de 20 %, la plus forte baisse annuelle depuis 2020⁴². Cette baisse est une aubaine pour les consommateurs américains, où les taxes sur l'essence sont faibles, pouvant ainsi bénéficier de prix à la pompe au plus bas depuis plusieurs années. Mais pour les *majors*, elle réduit l'incitation à lancer des projets complexes et risqués. D'autant plus que les analystes de *Rystad Energy* évoquent pour l'année 2026 une moyenne d'environ 60 dollars le baril, soit environ 8 dollars de moins que la moyenne estimée pour 2025, avec un scénario possible où ce chiffre avoisine les 58 dollars en fin d'année⁴³. Un baril de brut à 60 dollars ne suffit pas à compenser les coûts de production d'un pétrole extra-lourd. D'après les estimations du cabinet de conseil *Wood Mackenzie*, le seuil de rentabilité des principaux types de pétrole de la ceinture de l'Orénoque

³⁸ Energy Analytics Institute (EAI). (11 janvier 2026). IOCs built 4 upgraders in Venezuela in the 1990s, only PetroPiar continues to produce. <https://energy-analytics-institute.org/2025/06/04/iocs-built-4-upgraders-in-venezuela-in-the-1990s-only-petropiar-continues-to-produce/>

³⁹ Kimani, A. (14 janvier 2026). Venezuelan oil and the limits of U.S. refining capacity. OilPrice.com. <https://oilprice.com/Energy/Crude-Oil/Venezuelan-Oil-and-the-Limits-of-US-Refining-Capacity.html>

⁴⁰ Perry, M. (19 janvier 2026). Venezuela needs \$183bn to revive oil output, Rystad says. Energy Voice. <https://www.energyvoice.com/oilandgas/americas/589136/venezuela-needs-183bn-to-revive-oil-output-rystad-says/>

⁴¹ Egan, M. (6 janvier 2026). Big Oil doesn't share Trump's dream of making Venezuelan oil great again. CNN. <https://edition.cnn.com/2026/01/05/business/venezuela-trump-oil-chevron>

⁴² ArgaamPlus. (31 décembre 2025). Oil falls 20% in 2025, records its deepest loss in 5 years. <https://www.argaam.com/en/article/articledetail/id/1869564>

⁴³ Rystad Energy. (21 janvier 2026). What's next for Venezuela? Oil production, global markets and foreign investment, with Jorge León [Video]. YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=V3MUBbOC7Fg>

dépasse déjà en moyenne 80 dollars le baril⁴⁴. Si l'on ajoute les risques politiques, sécuritaires et juridiques, le calcul devient défavorable.

Le PDG d'*ExxonMobil* l'a exprimé clairement mi-janvier devant Donald Trump. Le marché vénézuélien n'est pas rentable dans son état actuel. Cette franchise a irrité le président, qui a indiqué être désormais « *enclin*⁴⁵ » à empêcher *Exxon* d'investir au Venezuela. Pour convaincre les *majors*, Washington déploie plus de moyens en mettant en avant plusieurs arguments. L'administration américaine laisse entendre que les entreprises qui investiront au Venezuela pourraient voir leurs anciens contentieux (nationalisations et arbitrages) se régler plus favorablement⁴⁶. Elle soutient qu'une fois les infrastructures restaurées, les marges pourraient être significatives, notamment pour les raffineries capables de traiter le brut extra-lourd. Mais ces incitations se heurtent à trois obstacles majeurs : les sanctions internationales, l'insécurité et l'incertitude politique américaine elle-même.

Le carcan des sanctions internationales

Malgré l'euphorie affichée par Trump, les sanctions américaines contre le Venezuela restent largement en place. Plus de 400 mesures américaines restent en vigueur⁴⁷, dont le décret 13884 qui assimile l'ensemble de l'État vénézuélien, y compris *PDVSA*, à des entités bloquées, interdisant toute transaction directe ou indirecte sans licence de l'OFAC⁴⁸ (Office of Foreign Assets Control). Les projets pétroliers ne peuvent donc avancer qu'au moyen de licences individuelles, souvent temporaires, dont l'obtention est longue et la révocation possible à tout moment.

À cela s'ajoute le fait que les banques internationales ont l'interdiction de traiter avec le gouvernement vénézuélien et restent donc exposées à un risque pénal accru. Pour rappel, en 2015, le président Barack Obama a ciblé des personnalités vénézuéliennes de haut rang accusées de violations des droits de l'Homme en leur imposant des sanctions. Durant le premier mandat de Donald Trump, le Trésor américain a intensifié la pression en imposant des restrictions drastiques aux secteurs pétrolier et financier. Ces sanctions visaient à fragiliser l'économie du pays afin de contraindre le régime de Maduro à mettre fin à ses violations des

⁴⁴ Topf, A. (13 janvier 2026). Trump's Venezuela oil plan runs into hard reality. OilPrice.com. <https://oilprice.com/Energy/Crude-Oil/Trumps-Venezuela-Oil-Plan-Runs-Into-Hard-Reality.html>

⁴⁵ The Guardian. (13 janvier 2026). Trump threatens to block ExxonMobil from Venezuela after CEO calls country 'uninvestable.' <https://www.theguardian.com/us-news/2026/jan/12/donald-trump-threatens-block-exxonmobil-venezuela>

⁴⁶ Renshaw, J. (5 janvier 2026). US pushes oil majors to invest big in Venezuela if they want to recover debts. <https://www.reuters.com/business/energy/us-pushes-oil-majors-invest-big-venezuela-if-they-want-recover-debts-2026-01-04/>

⁴⁷ Krolik, A., & Elliott, R. F. (28 janvier 2026). Trump wants U.S. investment in Venezuela, but sanctions still complicate it. The New York Times. <https://www.nytimes.com/2026/01/23/business/venezuela-sanctions.html>

⁴⁸ Steptoe LLP. (12 janvier 2026). Weekly sanctions Update: January 12, 2026. <https://www.steptoe.com/en/news-publications/international-compliance-blog/weekly-sanctions-update-january-12-2026.html>

droits de l'Homme. Cette campagne a largement handicapé l'économie vénézuélienne et engendré une crise humanitaire.

L'année dernière, dans une escalade des tensions, l'administration Trump a désigné le *Cartel de los Soles* comme « *organisation terroriste mondiale spécialement désignée* »⁴⁹. Dans son annonce, le Trésor américain a affirmé que ce cartel de la drogue était dirigé par Maduro, accusation qu'il a retirée après son enlèvement⁵⁰. Avant même le retrait de cette accusation, le rapport mondial sur les drogues 2025 de l'ONUDC⁵¹ (Office des Nations Unies contre la drogue et le crime) montrait que le Venezuela n'est ni un pays producteur majeur ni un hub central du trafic mondial de cocaïne. En effet, la production est massivement concentrée en Colombie, au Pérou et en Bolivie, tandis que 98 % des saisies mondiales concernent les marchés historiques, le Venezuela n'apparaissant qu'à la marge comme zone de transit secondaire.

Dans ce contexte, les États-Unis ont d'ores et déjà annoncé la levée de certaines sanctions. Donald Trump a annoncé, quelques semaines après l'enlèvement de Maduro, la réouverture de l'espace aérien commercial au-dessus du Venezuela. Par ailleurs, fin janvier, la présidente par intérim Delcy Rodríguez a déclaré que les États-Unis avaient accepté de débloquent les avoirs souverains du pays détenus par des étrangers, les fonds étant destinés aux achats de santé et d'énergie⁵². De plus, le Parlement vénézuélien vient d'adopter une réforme en profondeur de la loi sur les hydrocarbures, qui ouvre largement le secteur pétrolier aux capitaux privés, y compris étrangers⁵³.

Sous forte pression américaine, cette loi met fin au quasi-monopole opérationnel de *PDVSA* et permet à des compagnies internationales d'exploiter directement des champs grâce à de nouveaux types de contrats. Cela assouplit la fiscalité ainsi que les règles de règlement des différends. Cette annonce s'inscrit dans le processus en trois étapes décrit par Marco Rubio⁵⁴. Une première phase de stabilisation économique (dans laquelle s'inscrit la réforme), censée être suivie par une phase de reprise reposant sur les investissements massifs dans l'appareil pétrolier mentionnés plus haut, puis, en théorie, par une transition politique, la plus incertaine des trois.

⁴⁹ Krolik, A., & Elliott, R. F. (28 janvier 2026). Trump wants U.S. investment in Venezuela, but sanctions still complicate it. The New York Times. <https://www.nytimes.com/2026/01/23/business/venezuela-sanctions.html>

⁵⁰ Vigna, A. (7 janvier 2026). Venezuela: US no longer accuses Maduro of leading the Cartel de los Soles. Le Monde.fr. https://www.lemonde.fr/en/international/article/2026/01/07/venezuela-us-no-longer-accuses-nicolas-maduro-of-leading-the-cartel-de-los-soles_6749159_4.html

⁵¹ Rapport Mondial Sur Les Drogues 2025 De L'ONUDC : L'instabilité Mondiale Aggrave Les Coûts Sociaux, Économiques Et Sécuritaires Du Problème Mondial De La Drogue)

⁵² Gedeon, J. (29 janvier 2026). Trump orders immediate reopening of commercial airspace over Venezuela. The Guardian. <https://www.theguardian.com/world/2026/jan/29/trump-reopens-commercial-airspace-venezuela>

⁵³ Rogero, T. (30 janvier 2026). Venezuela approves bill to open oil sector to foreign investment after US pressure. The Guardian. <https://www.theguardian.com/world/2026/jan/30/venezuela-approves-bill-to-open-oil-sector-to-foreign-investment-after-us-pressure>

⁵⁴ Lewis, S., & Zengerle, P. (7 janvier 2026). Rubio says US plan for Venezuela is stability, recovery, then transition. Reuters. <https://www.reuters.com/world/us/rubio-says-us-plan-venezuela-is-stability-recovery-then-transition-2026-01-07/>

Malgré cette normalisation des relations, des cabinets d'avocats comme *Cleary Gottlieb* ou *Mayer Brown* recommandent une prudence maximale⁵⁵. Tant que les textes n'auront pas été durablement modifiés, et pas uniquement annoncés, la plupart des *majors* privilégieraient la sur-conformité, c'est-à-dire le choix de rester à distance du marché vénézuélien malgré l'assouplissement rhétorique de Washington. Enfin, à plus long terme, quelle garantie existe-t-il que les accords conclus sous Trump ne seront pas remis en cause par une future administration ?

Une zone d'instabilités structurelles à sécuriser

Au-delà du risque juridique, la question de la sécurité opérationnelle est centrale. Le Venezuela est classé par le Département d'État américain en niveau 4 « *Do Not Travel* », en raison de « *la criminalité, des enlèvements, des exécutions extrajudiciaires, des détentions arbitraires et de la faiblesse des infrastructures sanitaires* »⁵⁶, d'après une publication récente de l'Ambassade américaine au Venezuela. Les milices pro-régime, appelées *colectivos*, les groupes armés colombiens dont les FARC (Forces Armées Révolutionnaires de Colombie) et l'ELN (Armée de Libération Nationale), les réseaux de narcotrafic et des éléments du Hezbollah⁵⁷ sont autant de menaces potentielles pour des installations pétrolières étrangères.

Ces éléments sont l'une des raisons pour lesquelles l'administration Trump envisage de s'appuyer sur des sociétés militaires privées (SMP) pour sécuriser les champs pétroliers⁵⁸. Pour contourner le recours direct à l'armée américaine tout en faisant pression sur les *majors* pour qu'elles réinvestissent dans l'industrie pétrolière vénézuélienne en difficulté, le gouvernement doit les convaincre qu'il peut leur offrir un environnement sécurisé. Il doit leur garantir le type de sécurité nécessaire pour opérer sur place non seulement pendant des mois, mais aussi pendant des années. Des acteurs comme *Grey Bull Rescue Foundation* ou des figures telles qu'Erik Prince, ancien directeur de *Blackwater*, se positionnent déjà⁵⁹. L'expérience irakienne⁶⁰ rappelle cependant à quel point ce modèle peut générer scandales et instabilité.

Face à la prudence des grands groupes, d'autres acteurs se montrent plus offensifs. L'ancien cadre de *Chevron*, Ali Moshiri, dont l'influence a permis le maintien des activités de l'entreprise

⁵⁵ Cleary Gottlieb. (16 janvier 2026). Navigating Venezuela Sanctions: legal considerations and anticipated developments. <https://www.clearygottlieb.com/news-and-insights/publication-listing/navigating-venezuela-sanctions-legal-considerations-and-anticipated-developments>

⁵⁶ U.S. Embassy In Venezuela (10 janvier 2026). Security alert : Do not travel to Venezuela; depart immediately. <https://ve.usembassy.gov/security-alert-venezuela-january-10-2026-do-not-travel-to-venezuela-depart-immediately/>

⁵⁷ Mey, M. Portail de l'IE. (6 novembre 2024). Le Hezbollah : le nouveau cartel d'Amérique latine. <https://www.portail-ie.fr/univers/2024/le-hezbollah-le-nouveau-cartel-damerique-latine/>

⁵⁸ Khurshudyan, I., Cohen, Z., & Atwood, K. (15 janvier 2026). Private guns, public oil: Trump's Venezuela plans start taking shape. CNN. <https://edition.cnn.com/2026/01/15/politics/trump-private-contractors-venezuela-oil>

⁵⁹ Khurshudyan, I., Cohen, Z., & Atwood, K. (2026, January 15). Private guns, public oil: Trump's Venezuela plans start taking shape. CNN. <https://edition.cnn.com/2026/01/15/politics/trump-private-contractors-venezuela-oil>

⁶⁰ Singer, P. W. (2 octobre 2007). The Dark Truth about Blackwater. Brookings. <https://www.brookings.edu/articles/the-dark-truth-about-blackwater/>

au Venezuela, tente par exemple de lever 2 milliards de dollars via son fonds *Amos Global Energy* pour investir dans divers projets. Il affirme que l'intérêt des investisseurs est passé « *de 0 à 99 %* » en 24 heures après la capture de Maduro⁶¹. Mais cette dynamique ne résout pas le dilemme de fond. Pour que le secteur pétrolier vénézuélien retrouve une capacité significative, il exigera des volumes de capitaux considérables, mobilisés sur le long terme et capables d'absorber pendant une décennie des risques élevés.

Autrement dit, la question n'est plus seulement de savoir qui osera investir dans les gisements vénézuéliens, mais qui contrôlera in fine les flux financiers qu'ils génèreront. C'est précisément sur ce terrain, celui de la dette et de la captation des revenus pétroliers face à la Chine, que se joue désormais la troisième dimension du dossier vénézuélien.

Partie 3 : Enjeux autour de la dette structurelle vénézuélienne et conséquences géoéconomiques sur les partenariats avec la Chine.

Le 15 janvier dernier, les États-Unis ont réalisé une première vente de pétrole vénézuélien pour un montant de 500 millions de dollars. 300 millions de dollars ont été versés au Venezuela, alors que le reste de la somme, versée dans un premier temps sur un compte au Qatar, sera prochainement transférée aux États-Unis, comme l'a confirmé le Secrétaire d'État Marco Rubio⁶².

Cette situation est sans précédent dans les relations économiques internationales. Comme le souligne Christopher Hodge, économiste chez *Natixis* et ancien du Trésor américain, « *le fait que l'Amérique contrôle désormais toutes les finances entrantes et sortantes du pays semble sans précédent* »⁶³. En supervisant les revenus pétroliers vénézuéliens, Washington vient non seulement verrouiller les flux financiers du pays, mais cherche aussi à contrôler les routes par lesquelles ce pétrole circule. C'est dans ce contexte que se joue le sort de la « *flotte fantôme* », qui avait permis au régime Maduro de contourner pendant des années le régime de sanctions.

⁶¹ Reuters. (5 janvier 2026). Former Chevron executive seeks \$2 billion for Venezuelan oil projects. <https://www.reuters.com/business/energy/former-chevron-executive-seeks-2-billion-venezuelan-oil-projects-ft-reports-2026-01-05/>

⁶² Doha News. (28 janvier 2026). U.S. Secretary of State Marco Rubio revealed that around \$200 million of an initial \$500 million in Venezuelan oil funds is being held in a Qatari account. <https://www.facebook.com/dohanews/videos/us-secretary-of-state-marco-rubio-revealed-that-around-200-million-of-an-initial/1391990682658132/>

⁶³ Reuters. (23 janvier 2026). Analysis-US control of Venezuela oil risks debt restructuring showdown with China. <https://www.usnews.com/news/top-news/articles/2026-01-23/analysis-us-control-of-venezuela-oil-risks-debt-restructuring-showdown-with-china>

La flotte fantôme : fin d'un modèle de contournement des sanctions

Avant la capture de Maduro, le Venezuela avait massivement recours à la « *flotte fantôme* »⁶⁴, un réseau d'environ 1 400 pétroliers impliqués dans le transport clandestin de pétrole vénézuélien, russe et iranien, en contournant les sanctions occidentales.

Ces navires recouraient à plusieurs techniques. Parmi elles, l'usurpation d'identité ou *spoofing* (diffusion de fausses positions pour masquer leur véritable route), les transferts navire-à-navire (chargement et déchargement en haute mer, souvent près du Cap de Bonne-Espérance ou au large de Curaçao), des changements de pavillon (immatriculation dans des États à la réglementation laxiste, voire usage de faux pavillons), ou encore des changements de nom (peinture du nom du navire pour masquer son identité réelle).

Depuis la fin de l'année 2025, Washington a intensifié sa traque. Des navires comme le *Skipper* ont été interceptés et redirigés vers les eaux américaines. D'autres navires comme le *Sagitta*, le *Centuries*, le *Sophia*, l'*Olina*, le *Veronica* ou le *White Crane* ont tenté de changer de pavillon, parfois pour se placer sous pavillon russe. Selon Kpler, fournisseur de données maritimes, aucun navire de la *dark fleet* n'a chargé de pétrole vénézuélien depuis l'enlèvement de Maduro. Selon les estimations, jusqu'à 15 % du pétrole mondial transitait via ce réseau. Pour le Venezuela, cela représentait une bouée de sauvetage. En 2025, le pays exportait environ 800 000 barils par jour, dont 75 % via des cargaisons sous sanctions. Cependant, sur l'ensemble des exportations de ces barils, 80 % en étaient destinés à la Chine. Ces cargaisons clandestines contournaient d'une part les sanctions, et alimentaient en partie la dette extérieure, notamment vis-à-vis de la Chine.

Une dette de 150 milliards, dont une part stratégique chinoise

Le Venezuela traîne une dette extérieure d'environ 150 milliards de dollars⁶⁵ (181 % du PIB vénézuélien en 2025)⁶⁶. Elle se compose principalement d'obligations souveraines en défaut⁶⁷ depuis 2017 (environ 60 milliards de dollars), de dettes envers des institutions multilatérales et des créanciers bilatéraux (Chine, Russie, etc.) ainsi que de prêts chinois structurés autour de remboursements en pétrole. La Chine a, en effet, massivement financé le Venezuela à partir des années 2000, dans le cadre de sa stratégie d'accès sécurisé aux ressources. En effet, elle a accordé au Venezuela près de 100 milliards de dollars de prêts⁶⁸, dont une partie est remboursée

⁶⁴ The Wall Street Journal. (21 janvier 2026). How the U.S. Crackdown Is Strangling Venezuela's Dark Fleet [Video]. <https://www.youtube.com/watch?v=WJSJOiYzHRM>

⁶⁵ US oil grab puts \$150bn of Venezuelans' money in jeopardy. (28 janvier 2026). Global Witness. <https://globalwitness.org/en/campaigns/fossil-fuels/us-oil-grab-puts-150-billion-of-venezuelan-peoples-money-in-jeopardy/>

⁶⁶ Worldometer. (2026). *PIB du Venezuela*. Worldometer – Statistiques mondiales. <https://www.worldometers.info/fr/pib/venezuela-pib/>

⁶⁷ Modern Diplomacy. (4 janvier 2026). Venezuela's Debt Storm: The Global Race to Collect. <https://moderndiplomacy.eu/2026/01/04/venezuelas-debt-storm-the-global-race-to-collect/>

⁶⁸ Thibault, H. (9 janvier 2026). La confiscation du pétrole du Venezuela par les Etats-Unis heurte les petites raffineries et les intérêts financiers chinois. Le Monde. https://www.lemonde.fr/economie/article/2026/01/09/la-confiscation-du-petrole-du-venezuela-par-les-etats-unis-heurte-les-petites-raffineries-et-les-interets-financiers-chinois_6661112_3234.html

sous forme de cargaisons de brut acheminées vers les raffineries chinoises. Tant que Caracas expédiait son pétrole à Pékin, ces prêts se remboursaient partiellement, bien que la Chine ait limité les nouveaux prêts en raison de la détérioration de l'économie vénézuélienne. À ce jour, *Société Générale* évalue la dette en cours du Venezuela envers la Chine à environ 10 milliards de dollars, alors que *JP Morgan* estime le total des obligations entre 13 et 15 milliards de dollars⁶⁹.

La prise de contrôle américaine modifie profondément le mécanisme. Désormais, une partie des flux pétroliers est redirigée sous contrôle de Washington, qui décide quelles factures sont payées et dans quel ordre. Des spécialistes de la dette souveraine tels que Jean-Charles Sambor (*TT International*) et Lee C. Buchheit expliquent que cette situation complique drastiquement toute perspective de restructuration de la dette vénézuélienne⁷⁰.

Premièrement, les créanciers doivent en théorie être traités de manière équitable lors d'une restructuration. Le contrôle américain des flux rend ce principe difficile à appliquer, car Washington peut favoriser certains créanciers américains ou européens au détriment de créanciers chinois ou russes.

De plus, la centralisation des flux sur des comptes hors du Venezuela, combinée à des décisions politiques unilatérales trumpistes, crée une opacité sur les finances publiques du pays. *AidData*, un laboratoire de recherche américain, rappelle que même avant ce changement, une partie des revenus en cash provenant des exportations vers la Chine était déjà versée sur des comptes contrôlés par Pékin pour le service de la dette⁷¹. À présent, ce schéma est concurrencé par un autre, piloté depuis Washington.

À court terme, la Chine dispose de peu de leviers. Les poursuites judiciaires d'un État contre un autre pour non-remboursement de prêt sont rares et délicates. Pékin ne peut pas saisir d'actifs américains facilement, ni forcer le Venezuela à privilégier ses créances.

En revanche, la Chine dispose d'un levier de long terme. En tant que premier prêteur bilatéral global, notamment en Afrique et en Asie, la Chine est un acteur clé dans d'autres restructurations de dettes menées dans le cadre du *Common Framework* sous l'égide du G20 et du Club de Paris. Lee C. Buchheit met en garde. Si Pékin considère que la Chine n'a pas été traitée de manière inéquitable sur le cas vénézuélien, elle pourrait choisir de se montrer beaucoup moins coopérative dans d'autres dossiers. Concrètement, cela pourrait se traduire par des exigences de décotes plus faibles sur ses créances ou des refus de rallonger les maturités de dette. Cette stratégie aurait un impact direct sur des dizaines de pays en développement très endettés.

⁶⁹ Reuters. (23 janvier 2026). How much does Venezuela owe China, and why is oil involved? NDTV. <https://www.ndtv.com/world-news/factbox-how-much-does-venezuela-owe-china-and-why-is-oil-involved-10851308>

⁷⁰ Reuters. (23 janvier 2026). Analysis-US control of Venezuela oil risks debt restructuring showdown with China. <https://www.usnews.com/news/top-news/articles/2026-01-23/analysis-us-control-of-venezuela-oil-risks-debt-restructuring-showdown-with-china>

⁷¹ Gelpert, A. How China Lends: A Rare Look into 100 Debt Contracts with Foreign Governments. AidData. <https://docs.aiddata.org/reports/how-china-lends.html>

Sur la question des approvisionnements pétroliers vers la Chine, on pourrait supposer que la mise sous tutelle des flux financiers vénézuéliens porte un coup sévère à la Chine, contrainte de se passer du pétrole vénézuélien et de trouver d'autres fournisseurs. En réalité, cette lecture est quelque peu trompeuse. Bien que membre de l'OPEP, le Venezuela reste un acteur marginal en volume. La production totale de l'organisation avoisine les 28,7 millions de barils par jour⁷², dont seulement 700 000 barils pour le Venezuela, alors que l'Arabie Saoudite en produit plus de 10 millions à lui seul⁷³. Et bien que 75 % à 80 % de leur production est exportée vers la Chine, cela ne représente que 4 %⁷⁴ des importations chinoises de pétrole brut. Le Venezuela ne produit tout simplement pas assez pour peser significativement sur la sécurité énergétique chinoise⁷⁵,

Deuxième élément, la Chine est structurellement bien protégée contre les chocs d'approvisionnement. Premier importateur-consommateur de pétrole au monde, elle dispose d'une marge de manœuvre considérable pour réallouer ses achats. Si le marché se retrouvait confronté à une offre excédentaire, ce seraient d'abord les membres de l'OPEP qui subiraient des prix plus bas, le temps d'ajuster leur production pour rééquilibrer l'offre et la demande. Dans ce contexte, la redirection des achats chinois vers les pays du Golfe pour compenser la perte du brut vénézuélien pourrait exercer une pression concurrentielle accrue sur certains flux

également destinés à l'Europe, notamment pour les bruts moyens et lourds⁷⁶.

Toutefois, cet effet resterait modéré et indirect, le Venezuela demeurant un acteur marginal en volume et le marché mondial évoluant dans un contexte d'offre globalement abondante⁷⁷, avec des capacités d'ajustement au sein de l'OPEP+. L'impact potentiel relèverait donc davantage d'une réallocation régionale des flux que d'un choc



⁷² OPEC. 2025 Annual Statistical Bulletin. <https://www.opec.org/assets/assetdb/asb-2025.pdf>

⁷³ CEICdata.com. (1er juin 2018). Saudi Arabia Crude oil. <https://www.ceicdata.com/en/indicator/saudi-arabia/crude-oil-production>

⁷⁴ Thibault, H. (9 janvier 2026). *La confiscation du pétrole du Venezuela par les États-Unis heurte les petites raffineries et les intérêts financiers chinois*. Le Monde. https://www.lemonde.fr/economie/article/2026/01/09/la-confiscation-du-petrole-du-venezuela-par-les-etats-unis-heurte-les-petites-raffineries-et-les-interets-financiers-chinois_6661112_3234.html

⁷⁵ Inside China Business. (9 janvier 2026). How will the takeover of Venezuela impact China's oil supply chains? [Video]. https://www.youtube.com/watch?v=0bZQ_6l6wzc

⁷⁶ Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS). (12 janvier 2026). *Pétrole vénézuélien : les enjeux de l'opération Trump*. IRIS. <https://www.iris-france.org/petrole-venezuelien-les-enjeux-de-loperation-trump/>

⁷⁷ Graindorge, T. (6 janvier 2026). *Pétrole vénézuélien : le pari risqué de Donald Trump*. Le Point. <https://www.lepoint.fr/monde/operation-americaine-au-venezuela-quel-sera-limpact-sur-les-cours-du-petrole-QOEKAVJE4REJRHGLA64PFVDATU/>

global sur les prix européens. Par ailleurs, l'industrie chinoise du stockage pétrolier est en pleine expansion et contribue à maintenir un plancher sur les prix mondiaux⁷⁸. Pékin achète massivement lorsque les prix sont bas et stocke les volumes excédentaires dans ses réservoirs. Lorsque les prix remontent, elle réduit ses importations et puise dans ses stocks jusqu'à ce que les cours refluent à nouveau. L'excédent de ses stocks de pétrole est estimé à 1,2 milliards de barils sur l'année 2025⁷⁹, ce qui lui offre une flexibilité importante.

Dans ce contexte, la Chine a simplement augmenté ses achats auprès d'autres fournisseurs. Selon *Kpler*⁸⁰, en novembre 2025, ses importations en provenance d'Arabie saoudite ont atteint 1,59 million de barils par jour, soit une hausse de 345 000 barils par rapport à octobre 2025. Celles en provenance d'Iran sont montées à 1,35 million de barils par jour, en hausse de 233 000 barils également par rapport au mois d'octobre 2025. À elles deux, ces hausses représentent environ 600 000 barils par jour, soit presque l'équivalent de la production quotidienne totale du Venezuela (700 000 barils). Autrement dit, les pétroliers qui chargeaient au Venezuela se remplissent désormais au Moyen-Orient.

La Chine pourrait également accroître ses achats de pétrole russe, mais elle se trouve déjà en situation d'excédent, ce qui lui évite toute urgence à réagir. Dans un environnement de prix bas, et appelés à le rester à court terme, comme vu précédemment, Pékin continue d'acheter, de consommer et de stocker massivement. De nouveaux réservoirs de stockage sont d'ailleurs en construction, avec une capacité supplémentaire d'environ 170 millions de barils appelée à être opérationnelle d'ici la fin de l'année 2026⁸¹.

Un pétrole de trop ? Le risque d'abondance sur un marché en mutation

L'évolution du besoin énergétique mondial s'inscrit aujourd'hui dans une dynamique de plateau plus que de croissance linéaire⁸², marquée par une diversification accélérée des sources d'énergie et par l'électrification progressive des économies. Cette transition reste toutefois incomplète et asymétrique. Le pétrole demeure la colonne vertébrale du système énergétique mondial, non pas pour la production d'électricité où son rôle recule nettement, mais pour le secteur des transports. Celui-ci concentre près de 60 % de la consommation pétrolière

⁷⁸ George, L., & Hunnicutt, T. (23 janvier 2026). US control of Venezuela oil risks debt restructuring showdown with China. Reuters. <https://www.reuters.com/business/energy/us-control-venezuela-oil-risks-debt-restructuring-showdown-with-china-2026-01-23/>

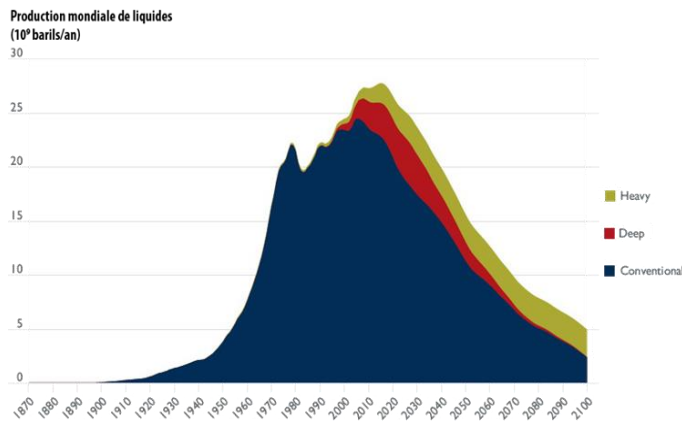
⁷⁹ Cang, A., & Cheong, S. (10 septembre 2025). China's oil stockpile build keeps traders guessing in Singapore. Bloomberg. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2025-09-10/china-s-oil-stockpiling-keeps-traders-guessing-at-appec>

⁸⁰ Li, S., & Jackson, L. (8 décembre 2025). China's November crude oil imports reach highest daily level in 27 months. Reuters. <https://www.reuters.com/business/energy/chinas-november-crude-oil-imports-reach-highest-daily-level-27-months-2025-12-08/>

⁸¹ Reuters. (7 octobre 2025). China adding 11 new oil reserve sites in 2025 and 2026. <https://www.reuters.com/business/energy/china-adding-11-new-oil-reserve-sites-2025-2026-2025-10-07/>

⁸² de Sousa, L. (16 juillet 2013). *World Oil and Gas Production Forecasts Up to 2100*. The Oil Drum. <https://theoildrum.com/node/10009>

mondiale⁸³. Fret routier, aviation et transport maritime constituent autant de segments où les carburants liquides restent difficilement substituables à court terme, ce qui explique la forte inertie de la demande globale malgré la montée en puissance des énergies renouvelables et du nucléaire.

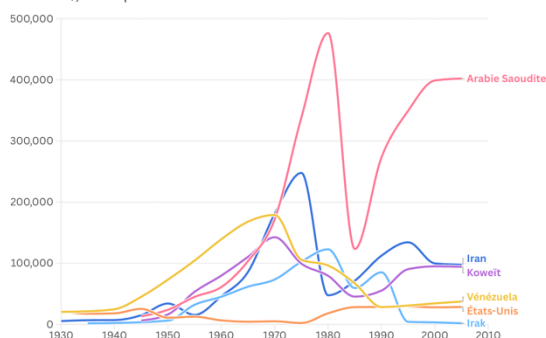


Simulation de la production de pétrole pour le monde en milliards de barils par an, Jean-Marc Jancovici, d'après le document *Transport energy futures : long-term oil supply trends and projections*, Australian Government, 2009.

de consommation pétrolière chinois à horizon proche⁸⁴, potentiellement dans les deux à trois prochaines années. Cette perspective s'explique par la combinaison de plusieurs facteurs : ralentissement structurel de la croissance, électrification rapide du parc automobile, développement massif du ferroviaire, et politiques industrielles orientées vers la réduction de l'intensité énergétique. Autrement dit, à l'avenir la Chine importera toujours massivement du pétrole, mais sa capacité à absorber indéfiniment des volumes supplémentaires ne sera plus

Exportations pétrolières par pays et par an (en milliers de tonnes)

Ce graphique montre les quantités de pétrole exportées par une liste de pays comprenant les fondateurs de l'OPEP (Vénézuéla, Iran, Irak, Koweït et Arabie Saoudite), ainsi que les États-Unis.



Exportations pétrolières par pays et par an, Blast, d'après un document de Harvard Business School, 2025

acquise.

Ce point est central pour comprendre les limites du pari vénézuélien. Une augmentation massive de la production pétrolière du Venezuela, si elle devait se matérialiser, interviendrait sur un marché mondial déjà bien approvisionné⁸⁵, où la demande progresse moins vite que l'offre potentielle. Dans un tel environnement, toute hausse significative des volumes disponibles exerce une pression baissière sur les prix, à moins d'être compensée par des coupes coordonnées ailleurs, notamment au sein de

⁸³ International Energy Market Analyses. (2024). *Global transport sector share of oil consumption*. Enerdata / Global Oil Market Trends Summary. <https://www.enerdata.net/publications/executive-briefing/global-oil-market-trends.html>

⁸⁴ Blais, S. (2025). *Venezuela : le contexte serait défavorable à la construction d'un pipeline*. L'Actualité. <https://lactualite.com/actualites/venezuela-le-contexte-serait-defavorable-a-la-construction-dun-pipeline/>

⁸⁵ Stineau, C. *Pétrole vénézuélien : un siècle de prédation étatsunienne*. (1er octobre 2026). Blast. <https://www.blast-info.fr/articles/2026/petrole-venezuelien-un-siecle-de-predation-etatsunienne-u68NZdI7Qjm54P1K6IOBlw>

l'OPEP+. Or, le Venezuela, compte tenu de l'état de ses infrastructures et des investissements nécessaires, ne serait pas en mesure d'ajuster rapidement sa production de manière fine. Le risque est donc double, puisqu'il contribue à une surabondance de l'offre, et rend son pétrole économiquement moins attractif sur un marché où les marges sont déjà sous tension⁸⁶.

Ce déséquilibre potentiel éclaire un paradoxe central. Alors que le Venezuela dispose théoriquement des plus grandes réserves de pétrole au monde, leur valorisation intervient au moment même où le principal moteur de la demande, la Chine, approche d'un point de saturation relative. Dans ces conditions, le pétrole vénézuélien apparaît moins comme une réponse à un besoin énergétique mondial croissant que comme un enjeu de redistribution des flux existants, au détriment d'autres producteurs. Une telle logique renforce l'idée que les dynamiques autour du Venezuela sont moins dictées par la rareté énergétique que par des arbitrages géopolitiques, monétaires et stratégiques⁸⁷.

Quel avenir pour le pétrole vénézuélien ?

Le regain d'intérêt pour le Venezuela ne peut être compris qu'en croisant plusieurs niveaux d'analyse. Sur le plan énergétique cela peut s'expliquer avec la sécurisation d'un approvisionnement en pétrole extra-lourd indispensable à un segment clé du raffinage américain. Sur le plan monétaire, elle se manifeste par la défense du pétrodollar face aux tentatives de contournement des circuits de règlement dominés par le dollar. Sur le plan financier, elle s'exprime par le contrôle des flux pétroliers et des revenus associés, permettant d'influencer la hiérarchie des créanciers et de redéfinir les modalités de restructuration de la dette. Enfin, sur le plan sécuritaire, elle se traduit par la réduction de la capacité des réseaux de trafic, qu'il s'agisse de drogue, d'armes ou de la « dark fleet », à utiliser le Venezuela comme base arrière logistique.

À ces dimensions s'ajoutent des enjeux relégués au second plan : le contrôle des gigantesques réserves aurifères et des gisements de coltan et autres minerais stratégiques de l'Arc Minier de l'Orénoque⁸⁸. Ces dernières sont aujourd'hui au cœur de circuits d'extractions illégales, pesant sur la situation sécuritaire du pays. La manière dont sera stabilisé le régime vénézuélien conditionnera autant l'avenir de ces ressources, aussi bien de l'or et du coltan que celui du pétrole⁸⁹.

⁸⁶ Direction générale du Trésor (9 janvier 2026). *Venezuela et pétrole : un game changer ?* Trésor économique (ministère de l'Économie). <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2026/01/09/venezuela-et-petrole-un-game-changer>

⁸⁷ Furfari, S. (11 janvier 2026). *Le Venezuela est riche en pétrole, mais les États-Unis n'en ont pas besoin et le monde non plus*. Revue Conflits. <https://www.revueconflits.com/le-venezuela-est-riche-en-petrole-mais-les-etats-unis-nen-ont-pas-besoin-et-le-monde-non-plus/>

⁸⁸ International Crisis Group. (29 juillet 2025). *A curse of gold: mining and violence in Venezuela's south*. <https://www.crisisgroup.org/brf/latin-america-caribbean/andes/venezuela/b53-curse-gold-mining-and-violence-venezuelas-south>

⁸⁹ Boudreau, C. (7 janvier 2026). *White House, private sector 'closely looking' at Venezuelan critical minerals*. Latitude Media. <https://www.latitudemedia.com/news/white-house-private-sector-closely-looking-at-venezuelan-critical-minerals/>

Pour les entreprises pétrolières américaines, cette situation reste un dilemme stratégique. Les gains potentiels à long terme sont considérables, mais les risques à court et moyen terme sont tout aussi massifs.

Dans l'immédiat, une poignée d'acteurs comme *Chevron* pourraient avancer les premiers pions. Les autres *majors*, elles, pourraient choisir d'attendre que le jeu se clarifie. Entre Washington et Pékin, le Venezuela devient ainsi moins un « *eldorado* pétrolier » qu'un champ de bataille économique systémique, dont l'issue pèsera au-delà de ses propres frontières.

Derrière les projections sur la valeur du pétrole vénézuélien, une question fondamentale reste largement éludée, celle du consentement du peuple vénézuélien. Les décisions actuelles sont négociées entre Washington, le gouvernement vénézuélien et quelques *majors* pétrolières, sans véritable débat démocratique, ni sur la manière dont les revenus seront répartis. Or la Constitution de 1999 affirme clairement que les gisements d'hydrocarbures appartiennent à la République et relèvent du domaine public donc, en principe, de la souveraineté des Vénézuéliens⁹⁰. En cherchant à reprendre le contrôle des flux pétroliers et à les redollariser, les États-Unis défendent leurs intérêts stratégiques, mais au prix d'une mise sous tutelle de facto d'une ressource qui est censée appartenir d'abord aux Vénézuéliens eux-mêmes, avant même de se poser la question de la manière dont il est utilisé.

Finalement, si l'on admet que les grands acteurs pétroliers, comprenant les États, mais aussi les entreprises ou les organisations comme l'OPEP et l'OPEP+, maîtrisent parfaitement les caractéristiques techniques, notamment la viscosité et l'état des infrastructures, l'intérêt d'entrer dans l'orbite du pétrole vénézuélien semble être d'abord politique plutôt qu'énergétique. Ce pétrole n'étant ni rapidement mobilisable ni compétitif, sans investissements colossaux et stabilité durable, son contrôle réel ne semble avoir de sens qu'à très long terme. Le principal levier ne tient donc pas tant à l'exploitation effective de ce brut qu'à la capacité d'influencer la perception du marché pour, au besoin, stabiliser ou manipuler le prix du baril.

⁹⁰ Bolivarian Republic of Venezuela. 1999. Constitution.
https://www.constituteproject.org/constitution/Venezuela_2009